

n° 1186

Hebdomadaire - 2 avril 1987 - 2F

### D 1186 BOLIVIE: LE COÛT HUMAIN DU PLAN ÉCONOMIQUE

Les effets sociaux du plan d'austérité draconien adopté en 1986 continuent de se faire sentir dans les milieux populaires (cf. DIAL D 1150). 70% des mineurs de l'étain ont été mis au chômage. 15.000 enseignants du secteur public ont été rayés des cadres. Sur le plan financier, le peso a été remplacé par le "boliviano" à raison de 1 boliviano pour 1.000.000 de pesos... Fin février et début mars 1987, deux démissions successives du gouvernement donnaient la mesure des difficultés pour gouverner le pays, alors que le trafic de drogue reprend de plus belle après l'opération "coup de poing" de 1986 avec l'aide directe des Etats-Unis. Suite à un éditorial du *New York Times* sur les "réussites" du plan de redressement économique du gouvernement bolivien, un prêtre américain en poste dans une paroisse de La Paz, le Père Justus Wirth, répliquait par une lettre publiée le 3 octobre 1986 par le journal américain. C'est cette lettre publiée à son tour par le journal bolivien *Presencia* du 20 février 1987, que nous reproduisons ci-dessous.

— Note DIAL —

### LETTRE DE BOLIVIE AU NEW YORK TIMES

Monsieur le Directeur,

Je vous écris à propos de votre récent éditorial sur la Bolivie et les grands succès du gouvernement du président Victor Paz Estenssoro.

Oui, le gouvernement bolivien a très bien fait de réduire l'inflation mais cela a été au prix de la famine du peuple. Peu après la mise en oeuvre du nouveau plan économique, l'archevêque catholique de La Paz, Mgr Jorge Manrique, a rencontré le président de la République et lui a fait remarquer que le salaire minimum de 30 millions de pesos décidé par le gouvernement (l'équivalent de 15 dollars), et qui est celui de la plupart des travailleurs, ne suffisait même pas à donner chaque jour trois petits pains à chacun des membres d'une famille de cinq personnes (la mère, le père et trois enfants). La Conférence épiscopale bolivienne a durement critiqué le plan du "laisser faire" (1).

Les résultats de la nouvelle économie de la Bolivie peuvent sembler bons sur le papier, mais ses effets dans la vie des gens sont le revers de la médaille. On calcule que 67% des Boliviens souffrent de dénutrition et qu'au moins 10% des enfants boliviens ont des séquelles cérébrales suite à une mauvaise nutrition. En Bolivie un enfant sur quatre meurt avant d'avoir atteint l'âge d'un an. C'est le taux de mortalité infantile le plus élevé d'Amérique latine.

En dépit de tous ces problèmes, le gouvernement bolivien a réduit le budget de la santé en 1986 de 12,6% à 4,2%, soit une diminution de 67%. Avec de telles données on peut penser que la dénutrition, les séquelles cérébrales et le taux de mortalité infantile vont atteindre de nouveaux records.

[1] En français dans le texte [NdT].

Ce n'est un secret pour personne que le Fonds monétaire international a pesé d'un grand poids dans l'élaboration du programme économique néo-libéral et dans les coupes effectuées dans le budget de 1986. Le sujet fait souvent la une des journaux. Julio Garrett, vice-président de la Bolivie, a déclaré sur la question: *"La Bolivie est le pays d'Amérique du sud où le Fonds monétaire international a imposé ses conditions les plus rigides et les plus sévères. Aucun autre pays n'a été soumis à des mesures d'austérité aussi dures et aussi inflexibles. Aucun autre peuple n'a eu à faire autant de sacrifices et à passer par autant de souffrances pour se conformer aux exigences du FMI"*.

En tant que citoyen nord-américain vivant en Bolivie, je suis peiné de voir que tant le président des Etats-Unis que l'ambassadeur nord-américain en Bolivie n'ont pas tari d'éloges sur ce programme économique. Je suis encore plus affligé de constater que la pression du gouvernement des Etats-Unis a contribué à instaurer en Bolivie de nouvelles structures économiques aussi inhumaines qu'injustes.

Avec un coût aussi élevé en atteintes à la vie humaine et en souffrances, je ne vois pas quels motifs de fierté peuvent en tirer le Fonds monétaire international, le gouvernement de la Bolivie et le gouvernement des Etats-Unis. Le nouveau plan économique a, en tout aveuglement, placé l'économie au dessus du peuple bolivien alors qu'elle devrait être à son service.

P. Justus Wirth  
Paroisse San Francisco  
La Paz, Bolivie  
septembre 1986

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 320 F - Etranger 380 F - Avion 450 F  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441